

Commission Identités Numériques

Réponse à la consultation publique sur le programme « développement de l'économie numérique » des Investissements d'avenir

Pourquoi la gestion des identités numériques ?

L'Acsel juge la problématique des identités numériques essentielle pour le développement de la société numérique (citoyen/utilisateur, commerce et autres fournisseurs de services, entreprises, administrations et collectivités...).

Cette problématique se décompose principalement en deux éléments complémentaires :

- **L'authentification** – Elle est indispensable pour assurer les fournisseurs d'identités et les fournisseurs de services, par ricochet, de l'identité du client ou de l'utilisateur du service. L'authentification forte repose sur la vérification initiale de l'identité et, plus son niveau de sécurité augmente, plus le degré de confiance sera élevé. Or, à l'heure actuelle, différents types de fournisseurs (banques, opérateurs télécoms, ...) déploient des outils d'authentification divers et variés, du point de vue de la sécurité et de l'ergonomie.

Par dessus tout, la faiblesse de ce dispositif repose sur la disparité des solutions qui nuit à leur adoption massive.

Le label « IDéNum », qui permettrait une interopérabilité grâce à l'adoption de standards communs, envoie en ce sens un signal très positif.

- **La gestion des identités** – L'authentification est un élément nécessaire mais pas suffisant, car si elle ne permet d'offrir une assurance de l'identité, elle ne permet pas de fournir des données personnelles nécessaires à l'accès à un service (ou des ensembles de données personnelles qualifiées d' « identités »). Or, la vraie valeur ajoutée pour l'utilisateur réside dans **la gestion, sous son contrôle, de ses données personnelles**, afin de simplifier et de sécuriser en même temps les échanges de données, complexes, avec un nombre croissant de fournisseurs de services. Là aussi, une mise en œuvre opérationnelle de solutions adaptées nécessitera une interopérabilité entre les fournisseurs d'identité et l'adoption de référentiels communs.

La gestion des identités n'est plus un rêve lointain puisque les standards internationaux se stabilisent et commencent à être mis en œuvre dans certains pays avec des modalités différentes : Etats-Unis ou Royaume-Uni pour l'accès aux services publics, Suisse avec le service d'IdP associé aux certificats SuisseID.

En France, il apparaît opportun de combiner une approche telle que « IDéNum » à une gestion des identités adaptée aux besoins des utilisateurs, afin de mutualiser l'organisation et les investissements.

La gestion des identités recouvre d'importants enjeux au niveau industriel pour la France, car elle implique des compétences dans différents domaines : développement et exploitation d'infrastructures sécurisées, industrie de la carte à puce, des lecteurs, applications web y compris mobiles, etc.

En mettant en avant des acteurs de confiance établis sur le marché, un système interopérable de gestion des identités au niveau national permettrait d'offrir une alternative aux initiatives des acteurs de l'Internet nord-américains tels que Google, Paypal, Yahoo! ou Facebook. En effet, ceux-ci gèrent les données de leurs utilisateurs en dehors de la législation européenne, il en va

donc également des modalités et de la souveraineté de la protection des données personnelles et du respect de la vie privée des utilisateurs.

Une volonté forte d'organiser l'interopérabilité de la gestion des identités

L'ACSEL souhaite, par conséquent, proposer voire organiser, avec ses membres et au-delà, l'interopérabilité de la gestion des identités par la mise en place d'un système de confiance. Elle s'appuierait pour cela sur les expériences menées dans d'autres pays et sur l'expérience et les recommandations du projet FC² financé du FUI 9 avec le soutien des pôles de compétitivité SYTEM@TIC et TES.

L'ACSEL réunit les acteurs nécessaires pour arriver à cet objectif : marchands et fournisseurs de services en ligne, banques, assureurs, opérateurs télécoms, processeurs et intégrateurs, juristes spécialisés, industriels de la sécurité et de la carte, etc. L'Association a également conclu des partenariats avec des acteurs pertinents dans cette démarche comme la Caisse des dépôts.

Dans un premier temps, il s'agit d'approfondir les besoins, travailler sur les grands axes (e-commerce et services, services publics et collectivités locales, B to B), et participer aux plateformes et aux expérimentations et pilotes qui pourraient émerger dans ce domaine.

Dans une seconde phase, l'ACSEL propose de mettre à profit la pluralité des acteurs réunis pour organiser la gouvernance d'un système de gestion des identités, en s'appuyant sur les instances gouvernementales et le projet IDéNum.

L'ACSEL considère que l'Etat devrait soutenir cette initiative de création d'un système de confiance interopérable, qui serait largement structurant pour les acteurs à la fois publics et privés, et s'appliquerait à la fois aux mécanismes d'authentification et de gestion des identités. La constitution d'un tel environnement de confiance nécessite des investissements de départ qui pourraient donner un signal fort et fédérateur pour l'ensemble des acteurs concernés.

Rendre à l'utilisateur la maîtrise de ses usages : pour un programme « Vie numérique responsable »

En dépit des nombreux bénéfices des usages du numérique, l'élargissement de nos vies numériques engendrera sans aucun doute un renforcement de la suspicion numérique.

Un rapport asymétrique s'est établi entre des fournisseurs de toute nature qui apportent des facilités d'usage au prix d'une liberté toujours plus restreinte des utilisateurs à en disposer en toute connaissance de cause (cf. les réseaux sociaux et leurs nombreux paramètres de profil utilisateur.) L'étude barométrique publiée en coopération par l'Acsel et la Caisse des Dépôts (février 2010) a montré que la nouveauté et la valeur d'usage l'emportent sur les risques perçus par l'utilisateur, même si celui-ci est bien conscient des risques.

En complément d'un « droit à l'oubli », il faut donc réfléchir à un « Droit à gérer sa vie numérique ». Au-delà du besoin de protéger ses données personnelles il y a un enjeu sociétal à permettre aux utilisateurs d'en disposer à leur guise ; à temps choisi et pour favoriser une consommation en confiance.

Un besoin de rééquilibrage entre fournisseurs et utilisateurs s'impose, renforcé par une régulation intelligente issue d'un dialogue constructif. A défaut, les fournisseurs auraient le champ libre pour des démarches unilatérales toujours plus puissantes qui ne feront qu'amplifier les dérives déplorées actuellement. L'utilisateur, de son côté, pourrait se retrancher dans une utilisation béotienne ou un rejet radical des services proposés. Enfin, le régulateur / législateur pourrait céder à des réactions génératrices de lois inappropriées ou contreproductives à l'émergence d'une vie numérique plus sûre.

L'ACSEL propose donc de travailler, en partenariat étroit avec les industriels, les fournisseurs de services, les associations de consommateurs et les pouvoirs publics, à la mise en œuvre d'un programme intitulé "Vie Numérique Responsable" qui s'articulerait autour de trois axes principaux :

- **Pédagogie** : sensibilisation du public et formation à la vie numérique (vidéo pratiques, fiches experts, campagnes d'information, etc ...)
- **Innovation** : montage de programmes et de projets d'innovation (en partenariat avec les pôles de compétitivité) permettant aux utilisateurs d'avoir une vie numérique responsable en connaissance de cause.
- **Ecosystème**: favoriser la convergence et/ou compléter les dispositifs réglementaires et juridiques.

Ces axes rejoignent, en les approfondissant les conclusions du rapport du Conseil National de la Consommation relatifs aux conditions de protection des données personnelles.

L'enjeu de ce programme serait de contribuer à regrouper les énergies, les pratiques et les expériences et d'éclairer les choix d'avenir.

Ce programme, doté de soutiens financiers et humains ad hoc, renforcerait l'appropriation des usages du numérique par les différents publics. Les soutiens financiers pourraient être à parité, abondés par les acteurs concernés et les pouvoirs publics dans le cadre d'un pilotage mutualisé au sein de l'ACSEL.

ANNEXE

Commission identités numériques : réalisations et ambitions

Créée fin 2008, la commission « identités numériques » de l'ACSEL s'est donné pour objectif d'étudier l'ensemble des problématiques de la gestion des identités pour l'accès à des services en ligne.

- **Elle aborde ces sujets sous tous les aspects** : technologiques, usages, juridiques, sociétaux, etc.
- Elle vise à permettre aux différents acteurs de l'écosystème de déterminer, concevoir et **accélérer les processus de dématérialisation** des services tant dans les sphères privée que publique.

Un premier bilan après un an

La commission identités numériques a instauré début 2009 un premier cycle de réunions consacré aux solutions techniques, aux usages dans les sphères privée et publique et aux conditions de mise en œuvre d'un univers de confiance.

Ce cycle a pris fin le 11 mars 2010 par une conférence de **présentation du premier baromètre annuel** Caisse des Dépôts – Acsel sur la *Confiance des Français dans le Numérique*, dont les résultats ont été largement diffusés.

Grâce à ces travaux, la commission identités numériques :

- a contribué à l'œuvre de **pédagogie** nécessaire sur les questions posées par la gestion des identités, tant en direction des membres de l'Acsel que d'un public plus large.
- a agrégé un **réseau d'acteurs et de partenaires** à l'échelle nationale et européenne : adhésion à l'Infocard Foundation ; partenariat avec la CDC ; travail effectif avec les industriels et les associations représentatives.
- a produit des articles, comptes rendus et documents disponibles sur le site de l'Acsel.

Un second cycle d'approfondissement

L'analyse du contexte a conduit le comité de pilotage de la commission identités numériques à réfléchir sur son positionnement :

- L'Identité Numérique est un enjeu clé, mais complexe dont la **mise en œuvre opérationnelle s'inscrit dans la durée** ;
- Elle trouve ses usages dans **tous les secteurs d'activité** concernés par le développement de l'économie numérique, et en particulier : services marchands, financiers et publics ;
- Elle s'appuie sur une **diversité d'acteurs aux rôles complémentaires** : fournisseurs de service, fournisseurs d'identité, tiers de confiance, plateforme d'intermédiation et réseaux sociaux ;
- Elle fait l'objet d'un **foisonnement de projets** autant à l'échelle nationale (ex. : IDéNum, Mon Service Public, FC²) qu'europpéenne (ex. projet STORK, projets issus de la stratégie numérique de la commission européenne).

L'enjeu consiste à traiter des conditions opérationnelles pour une gestion effective de la **période de transition** dans laquelle l'ensemble des acteurs concernés se trouve sur le sujet.

Dans ce cadre, les travaux de la Commission Identités Numériques vont poursuivre, en 2010 et 2011, les objectifs initiaux et s'orienter sur 3 volets :

1. **Veille, expertise et dissémination** : mise en œuvre d'un support de veille électronique, organisation d'événements pertinents, d'ateliers de travail ou de rencontres de haut niveau et d'un observatoire ;
2. **Représentation des acteurs** : promotion des usages et de la portée de la gestion des identités, positionnement comme interlocuteur de référence pour les acteurs français et européens ;
3. **Projets** : participation à des projets européens ou nationaux en tant que contributeur ou leader.

Liste des membres de la Commission

ATOS WORLDLINE, BNPPARIBAS, BPCE, CAISSE DES DEPOTS, CETELEM, CREDIT AGRICOLE CONSUMER SERVICES, ID LAB, INFOGREFFE, GEMALTO, GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES CB, GS1, LA POSTE, MY ID IS CERTIFIED, MONEXT, ORANGE, PROSODIE, SAGEM ORGA, SOCIETE GENERALE, SFR.